

développeront de plus en plus rapidement et les secteurs embryonnaires de plus en plus lentement.

Concrètement, si nous saisissons à bras le corps les possibilités qui nous sont offertes dans la jeunesse, nous créons l'ORJ immédiatement. Pour l'imposer sur le terrain, il faut la doter d'un journal mensuel de bonne qualité, lui faire prendre l'initiative de campagnes politiques de masse sur des problèmes spécifiquement « jeunes », l'aider à gagner des positions de force dans l'animation des luttes de la jeunesse à l'encontre des autres courants.

Ces objectifs politiques exigent un investissement en cadres et en fric relativement important, qu'il faudra bien prélever sur d'autres secteurs. Si cette première bataille est un succès, l'ORJ connaîtra une croissance rapide à mesure qu'afflueront les vagues nouvelles de militants se posant les problèmes de leur formation et de leur encadrement politiques. Problèmes d'autant plus aigus que l'ORJ sera hyper-vulnérable à la pression gauchiste. Si nous n'investissons pas alors une nouvelle fournée de cadres pour juguler les démons petits bourgeois, il y a de bonnes chances pour que nous perdions le contrôle de l'organisation de jeunesse. Le lancement immédiat de l'ORJ nous assignerait des responsabilités croissantes auxquelles nous ne pourrions pas nous dérober. Nous serions astreints à assumer ces responsabilités au détriment du travail ouvrier ; c'est s'enfermer dans un cercle vicieux — pas d'ORJ possible sans réelle base d'appui ouvrière adulte, et pas de percée ouvrière adulte sérieuse possible si nous sommes contraints à engouffrer nos ressources militantes pour colmater les brèches de l'ORJ.

Aussi, nous semble-t-il que la perspective de l'ORJ est juste, mais prématurée. Seule la réalisation d'une percée significative dans le mouvement ouvrier organisé pourra rendre le projet ORJ « opérationnel ». Nous pensons qu'en ce domaine, la situation peut être consolidée dans les deux ans. Aussi proposons nous des solutions transitoires : le mouvement national des comités de lutte dans les facultés et dans les lycées, dégageant nos courants de masse dans la jeunesse scolarisée, si possible dans un cadre unitaire (étant bien entendu que les CL sont vertébrés par les Comités Rouge). Sur cette perspective nous ne reviendrons pas ici. Elle se trouve développée dans le détail dans les textes sur notre travail étudiant (BI N°6 et BI N°9 : où en sont les divergences ?). Nous devons profiter de cette période pour construire nos organisations de masses (type CL) dans les CET et dans la jeunesse ouvrière.

**CONSTRUIRE NOS ORGANISATIONS DE MASSE NATIONALES DANS LES DIVERS SECTEURS DE LA JEUNESSE (étudiant, lycéen, pré-ouvrier, jeune travailleur)**

**CONSTRUIRE LES COMITES ROUGES, COLONNE VERTEBRALE DE CES ORGANISATIONS  
DOTER CES ORGANISATIONS DE BULLETINS DE LIAISONS OU DE JOURNAUX AUTO-FINANCES  
PREPARER AINSI LE TERRAIN A L'ORJ**

Tels sont nos objectifs sur le front de la jeunesse.

### 3— Les organisations permanentes secondaires

Dans le secteur ouvrier les organisations de masse dans lesquelles nous travaillons sont les syndicats. Dans la jeunesse, les organisations de masse que nous construisons sont les comités de lutte et leurs équivalents lycéen et pré-ouvrier. Le travail de tendance syndicale et la construction de nos organisations de masse dans les divers secteurs de la jeunesse constituent les cadres organisationnels réguliers de notre travail de masse. Mais à côté de ces cadres réguliers, il nous faut construire deux structures de mobilisation nationale, indispensables à l'accomplissement de nos tâches politiques : une

organisation de soutien à la Révolution Indochinoise : le FSI ; une organisation contre la répression.

#### a) Le FSI

Nous avons présenté le FSI plus haut. Indiquons simplement que c'est une organisation nationale permanente nous permettant de lancer des initiatives et des campagnes de mobilisation aux moments opportuns et d'assurer à la base une propagande soutenue en faveur des révolutionnaires indochinois. Du point de vue organisationnel, le FSI constitue une structure souple, susceptible de se mobiliser plus ou moins, en fonction de la conjoncture. Sa réalité peut varier, d'un simple centre d'initiative, impulsant des mobilisations nationales à une organisation de comités de base hyper-activistes aux réunions bi-hebdomadaires. Dans l'animation du Front, nous devons tenir compte de l'ensemble des tâches politiques que nous impose la conjoncture. Dans les secteurs de la jeunesse, nous devons respecter la priorité de la construction de nos organisations de masse. Si donc, lorsque la situation l'impose, nous devons intensifier notre activité anti-impérialiste, il ne saurait être question d'insuffler en permanence une activité frénétique aux comités de base : ordinairement, ceux-ci doivent se réunir à intervalles relativement espacés : ( un mois, 6 semaines ). Les réunions doivent gagner en qualité politique ( rapports dûment préparés ) ce qu'elles perdent en fréquence.

#### b) Le cartel contre la répression.

Il ressort de ce qui est dit plus haut que nous nous « dégageons » du Secours Rouge. Nous ne pouvons nous laisser détourner plus longtemps de nos tâches prioritaires, pour lutter à contre-courant contre ceux qui veulent transformer le SR en petit parti gauchiste. De profundis, donc ! et que ce spectacle nous serve de leçon !

Mais que les cellules se gardent d'appliquer cette orientation de manière unilatérale ! Notre « dégagement » pose des problèmes tactiques complexes et variés. Dans certaines villes et régions, il ne s'impose pas ; au contraire, dans d'autres, il est effectué depuis longtemps. Le Secours Rouge n'est pas une réalité nationale et ne le sera probablement jamais. C'est aux directions de villes pour déterminer comment elles appliquent localement l'ordre des priorités proposé au congrès.

En particulier, il serait catastrophique de « procéder à une rupture bovine », comme nous l'avons fait avec l'UNEF des CA. Avec le SR la petite bourgeoisie radicalisée dispose d'un cadre organisationnel cohérent. Là où ce cadre organisé est réellement vivant (c'est-à-dire là où ses facteurs désagrégateurs internes n'ont pas encore agi) une rupture immédiate et ouverte nous condamnerait à l'isolement.

Lorsque le SR correspond localement à ce que nous en attendons (c'est à dire lorsqu'il limite ses ambitions à lutter contre les cas de répression locaux et à participer à certaines campagnes nationales), nous n'avons aucune raison de rompre. Nous devons toujours expliquer en son sein les raisons de la crise (et à terme, de l'inviabilité du SR national). Lorsque le comité SR compte une frange de militants inorganisés valables, nous devons mener une bataille politique contre les orientations liquidatrices, afin que ces militants comprennent la situation et notre attitude. Lorsque le comité SR est essentiellement de la faune anarcho-maoïste, il faut néanmoins donner une explication politique circonstanciée de notre départ (nos choix) et annoncer l'avenir.

Aujourd'hui, le SR parisien est le lieu de recomposition de l'ex-GP qui manipule grossièrement la coordination. Les hostilités entre l'ex-GP, Révolution, le PSU, l'ex-VLR, les spontex de tous poils ne vont pas tarder à s'ouvrir. A terme, l'accentuation de la crise est